



HAL
open science

Thaïlande : la fin de l'instabilité ?

David, Frederic Camroux

► **To cite this version:**

David, Frederic Camroux. Thaïlande : la fin de l'instabilité?. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2014, pp.11. hal-03612832

HAL Id: hal-03612832

<https://sciencespo.hal.science/hal-03612832>

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ATELIERS DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

Compte rendu de la réunion du 20 novembre 2014

Thaïlande : la fin de l'instabilité ?

David Camroux, maître de conférences des universités à Sciences Po, chercheur au CERI

Les grandes lignes :

- Le coup d'État militaire du 22 mai 2014 est le vingtième en Thaïlande depuis 1932. L'armée est toujours intervenue en tant que garante de l'unité nationale.
- Deux sources de légitimité sont en concurrence : la démocratie représentative et l'image traditionnelle du roi, censé être le père et le protecteur du peuple.
- Les institutions mises en place pour lutter contre les maux politiques ont été peu à peu politisées et ne sont plus jugées neutres par la population.
- Entre 2001 et 2014, Thaksin Shinawatra, ses successeurs et sa sœur Yingluck ont dirigé des gouvernements populistes.
- Leur politique a été perçue comme une menace pour les pouvoirs du roi, du Palais royal, de l'armée et des intérêts des élites de Bangkok.
- Les élections de 2011 ont révélé un clivage net entre le sud prospère et le nord moins favorisé.
- Les manifestations ont opposé les « chemises rouges », paysans et ouvriers partisans de Thaksin, aux « chemises jaunes », couleur du roi.
- Depuis quelques années, la croissance thaïlandaise a chuté, devenant l'une des plus faibles de la région. Les inondations de 2011 y sont pour beaucoup.
- Les liens de la Thaïlande avec le Yunnan se renforcent. L'Asie du Sud-est devient l'arrière-cour de la Chine, « locomotive économique » de l'Asie-Pacifique.
- La question encore non résolue de la succession du roi Bhumiphol, âgé et très malade, est l'une des variables qui conditionnent le retour à la stabilité.

Le contexte en Thaïlande est celui d'un malaise plus profond qu'une simple crise. Le pays est en quête d'une sorte de « contrat social » – pour utiliser l'expression de Jean-Jacques Rousseau – qui lui échappe. Quatre dimensions d'analyse peuvent rendre compte de cet état de fait : la contestation des élites, les clivages sociaux, ce qu'on appelle le piège du revenu intermédiaire (*middle income trap*) et la question de la succession du roi Bhumiphol. Le coup d'État du 22 mai 2014 s'inscrit dans ce contexte.

Vingt coups d'Etat en 80 ans

Depuis le renversement de la monarchie absolue par le Parti du peuple, en 1932, les Thaïs n'ont pas trouvé de régime de remplacement. En 80 ans, il y a eu 19 coups d'État, dont 12 ont réussi. Celui de 2014 est le vingtième. On est en train de mettre au point la vingt-et-unième constitution. L'armée sert de coupe-circuit dans la vie politique thaïlandaise. Elle intervient pour changer de gouvernement et préparer l'étape suivante pendant une période intermédiaire de contrôle militaire.

L'armée, garante de l'unité nationale

Comme leurs homologues birmans, les militaires thaïlandais se veulent garants de l'unité nationale. Mais l'armée birmane, qui a mené une guerre d'indépendance, bénéficie d'une aura que n'a pas l'armée thaïlandaise. Cette dernière compte plus de généraux quatre étoiles que les États-Unis. C'est un peu « l'armée mexicaine ». C'est aussi une armée de conscrits. Le service militaire est obligatoire, mais on peut facilement y échapper si l'on en a les moyens. Historiquement, l'armée a été constituée en vue de la contre-guérilla. Elle agit principalement aujourd'hui contre les musulmans, dans la province de Pattani, au sud. L'armée de terre compte plus que la marine et l'armée de l'air.

Lors du premier coup d'État, en 1932, deux sources de légitimation sont en concurrence : la démocratie représentative et l'image du roi juste, protecteur du peuple, selon la conception du bouddhisme theravada. Les militaires interviennent au nom de l'unité nationale en tant que défenseurs du roi et de l'ordre. Tout en étant moderne, le roi Bhumiphol colle à cette image de père de son peuple. Mais son fils n'y correspond pas du tout. Il est impopulaire.

Ceux qui avaient renversé la monarchie absolue incarnaient ces deux tendances. Phibun Songkram devint le premier dictateur militaire du pays, et Pribi Banamyong, formé en France, fut imposé par les Américains, après la Seconde Guerre mondiale, comme premier chef de gouvernement élu.

Parmi les coups d'État successifs, celui de 1976 a été sanglant. En 1992, lors de la « révolution yuppie », on pensait que les classes moyennes n'accepteraient plus que les militaires dirigent le pays. Le roi était intervenu pour résoudre la crise opposant deux généraux, l'un favorable à la démocratie, l'autre défendant le rôle accru des militaires.

La crise financière de 1997-1998 a été un autre moment clé. Comme dans beaucoup de pays en Asie, le gouvernement tomba. La nouvelle constitution instaurée alors fut

considérée comme la plus démocratique de toutes. Pour la première fois, on avait demandé son avis au peuple. Une série de garde-fous furent mis en place contre les maux habituels de la vie politique thaïlandaise : corruption, achat de voix, absence de partis politiques. On créa une commission électorale, une commission nationale anti-corruption, une cour constitutionnelle, destinées à devenir les arbitres neutres de la nouvelle vie politique. Malheureusement, ces institutions se politisèrent progressivement. Aujourd'hui, l'opinion publique ne les juge plus neutres. Il ne reste donc que le roi.

Ascension et chute de Thaksin Shinawatra

Les réformes visaient à structurer la vie politique. On ne pouvait plus devenir député sans être diplômé de l'université, au minimum au niveau de la licence. Un système de contrôle des revenus des candidats avait été instauré. Tout cela prélude à l'ascension du parti de Thaksin Shinawatra, le *Thai Rak Thai* (le Thaï né thaï).

Thaksin est sino-thaï, comme la plupart des hommes politiques. Les Sino-Thaïs contrôlent de 70% à 80% de l'économie. Il n'est pas de Bangkok, mais de Chiang Mai, au nord de la Thaïlande. Il est issu, non de l'armée, mais de la police. Il a épousé la fille d'un général et, après avoir quitté les forces de l'ordre, a obtenu le contrat de fourniture d'ordinateurs à la police nationale. Ce fut le début de sa fortune. Thaksin est un peu le Berlusconi thaïlandais (sans le « *bunga-bunga* »). Il se disait l'homme le plus riche de Thaïlande, capable de faire pour le pays ce qu'il avait fait pour lui-même. Plus *Chief Executive Officer* de Thailand Inc. que Premier ministre.

Pendant la crise de 1997, le roi Bhumiphol, prononçant le discours annuel de son anniversaire, avait évoqué l'idée de *sufficiency economy*. Selon lui, la crise, due au fait que les Thaïlandais s'étaient montrés avares, serait surmontée par un retour à la voie moyenne du Bouddha. Dans la mentalité asiatique subsiste une idée romantique du village. Celui-ci représente le bien parce qu'en son sein tout le monde respecte le père. Avec des comportements villageois, la crise aurait donc pu être évitée.

Thaksin reprit à son compte l'idée du roi. Il l'appliqua en prenant diverses mesures. La première fut la lutte contre la drogue. Véritable fléau en Thaïlande, le narcotrafic concerne moins, aujourd'hui, l'héroïne que les amphétamines produites en Birmanie. Cette « drogue des pauvres » fait beaucoup de dégâts parmi les gens modestes, surtout les garçons. Le bilan de la guerre contre la drogue s'élève à quelque 3 000 morts extra-judiciaires. Amnesty International et d'autres ONG ont, à juste titre, critiqué la violence d'une telle campagne. Mais les sondages montrent qu'environ 80% de la population soutenaient cette politique répressive.

Pour la première fois, Thaksin était arrivé au pouvoir avec une majorité claire au Parlement. D'ordinaire, le pays était gouverné par des coalitions assez fragiles. Le nouveau Premier ministre se voulut chef de gouvernement « normal », c'est à dire capable de décider. Ce faisant, il empiétait sur les pouvoirs du roi. Il se mit à procéder aux inaugurations d'ouvrages publics à la place du souverain. Soupçonné de vouloir supprimer la monarchie, il fut renversé en 2006 par un coup d'État.

La monarchie thaïlandaise fonctionne en réseau. C'est un lieu de pouvoir autour du Palais, du Conseil du roi, dirigé par le général Prem Tinsulanonda, 93 ans. Ce dernier fut l'un des instigateurs du coup d'État de 2006. Devant les futurs officiers en formation dans l'équivalent de Saint-Cyr, le général Prem avait usé d'une formule imagée : « Le pays est comme un cheval dont le gouvernement ne serait que le jockey ; votre responsabilité est de protéger le cheval, la nation, et non le jockey. » Deux jours plus tard éclatait le coup d'État. Le palais nie toute responsabilité. Mais rien n'aurait pu se faire sans le soutien, au moins tacite, de la famille royale et, sinon du roi, en état d'incapacité, du moins de la reine, la « Lady Macbeth » de la vie politique thaïlandaise.

Contestation des élites

Thaksin n'est pas de Bangkok et fait partie d'une nouvelle génération d'hommes d'affaires/hommes politiques originaires d'autres régions que de la capitale. Son accession au pouvoir a représenté un changement social profond en Thaïlande. C'était le signe de l'émergence de nouvelles élites. Après le coup d'État par lequel Thaksin a été renversé en 2006, les militaires ont très rapidement, comme en 1992, redonné le pouvoir à un gouvernement par intérim. Pour les Thaïs, la démocratie représentative pluraliste n'est pas forcément associée à la bonne gouvernance. Selon eux, le meilleur gouvernement qu'ils aient jamais connu a été, en 1992, celui d'Anand Panyarachun, qui était un fonctionnaire intègre. Sous son autorité a été engagée une action très vigoureuse contre le sida. La campagne de publicité « 100% préservatif », menée dans les maisons closes et les médias, s'est avérée très efficace. Si bien que le nom **du ministre de la santé de l'époque, ?????**, est devenu un nom commun pour désigner les préservatifs.

La fierté de servir l'État

L'armée thaïlandaise a de forts intérêts économiques. Un général à la retraite, par exemple, est aussitôt admis dans le conseil d'administration d'une grande entreprise. Il y a des liens étroits entre les militaires, les fonctionnaires et les milieux d'affaires sino-thaïs. Mais, à la différence de ce qui se passe au Pakistan ou en Birmanie, les militaires ne sont pas un État dans l'État. Une fonction publique efficace et professionnelle fait en sorte que le pays « tourne ». Les serviteurs de l'État ont plus le sentiment de la noblesse de leur fonction en Thaïlande qu'ailleurs.

Thaksin chassé par la porte, son parti revint par la fenêtre. Cent huit de ses députés furent déclarés inéligibles. Mais, un an plus tard, cette formation, devenue le Parti du pouvoir du peuple, revenait au pouvoir. Elle se trouva tout de suite confrontée aux affaires judiciaires. Le Premier ministre fut poussé à la démission parce qu'il avait eu l'idée saugrenue de présenter des cours de cuisine à la télévision, ce qui lui rapportait quelque 500 dollars de revenus privés par mois. Sous son successeur, une fraction du Parti du peuple fit sécession pour rejoindre le Parti démocrate.

Tout cela avait été orchestré par l'Alliance du peuple pour la démocratie (*People's Alliance for Democracy*), qui n'a pas grand chose à voir avec le peuple ni avec la démocratie. En Thaïlande, les mots peuvent dire le contraire de ce qu'ils signifient. C'est le mouvement

des « chemises jaunes », cette couleur étant celle du roi Bhumiphol. Dans le calendrier bouddhiste, chaque jour de la semaine est associé à une couleur. Le jaune est celle du lundi, jour de la naissance de l'actuel souverain. Le bleu est celle de la reine. En raison de ce code des couleurs, il convient de faire attention à la manière de se vêtir.

L'occupation de l'aéroport international de Bangkok par les chemises jaunes a eu un impact sur l'économie thaï, car le tourisme représente environ 6% du PIB. Au bout de quelques jours, les manifestants ont été aimablement priés de quitter les lieux. Puis le gouvernement est tombé. Deux ans plus tard, les « chemises rouges », supporters de Thaksin et de son parti, ont été traitées avec beaucoup moins d'égards.

Avec le développement du pays, on constate que la richesse n'est plus concentrée à Bangkok. Dans d'autres régions, on voit croître le nombre de familles des classes dominantes. En 2010, les supporters de Thaksin réagissent. Ils arborent le rouge, couleur d'un roi ancien, Taksin, fondateur de la dynastie actuelle. Ce souverain avait battu les Birmans et créé le Siam (la Thaïlande) dans ses frontières actuelles.

Pacifique à ses débuts, le mouvement des chemises rouges a rapidement dégénéré. L'intervention de l'armée a coûté la vie à 90 manifestants. Quelques officiers soutenaient les protestataires. On les qualifia de « militaires pastèques », verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur. Leur leader fut tué par un tireur d'élite de l'armée régulière. Après la mort de tant de manifestants, le World Trade Center de Bangkok fut incendié. Une catastrophe pour l'image du pays. La répression sanglante accentua le sentiment de deux poids deux mesures. D'un côté les chemises jaunes, issues des classes moyennes de Bangkok, traitées avec égards, sans blessés ni arrestations ; de l'autre les chemises rouges, paysans du nord, victimes de la violence policière.

Clivage social

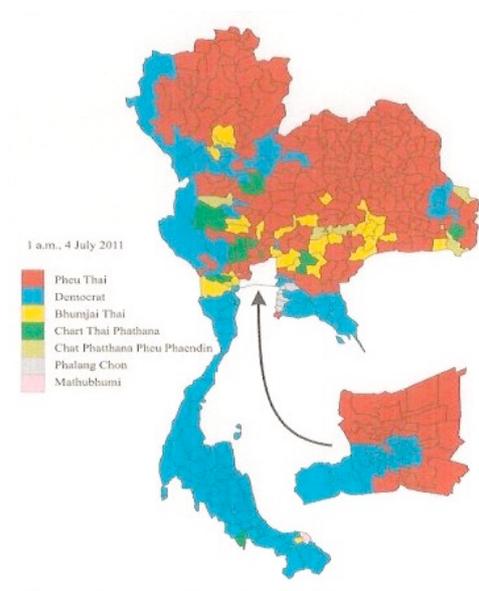
Le clivage social a des conséquences presque idéologiques. Le pays est électoralement divisé. Le nord est rouge. En 2011, il a voté pour le parti Pheu Thai (« Pour les Thaïs »), dirigé par Yingluck Shinawatra, sœur de Thaksin. Pendant sa campagne, elle a eu la maladresse de se présenter comme le clone de son frère. D'où l'impression que, de son exil à Dubaï, Thaksin tirait les ficelles. La division électorale reflète la division sociale.

Aux élections de 2011, le parti Pheu Thai a obtenu la majorité au Parlement. Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition et plus ancien parti politique en Thaïlande n'a jamais pu accéder au pouvoir. Les bouleversements politiques ont aussi eu des conséquences sur l'économie bien que la chute du PIB en 2011 soit surtout liée aux inondations qui ont affecté nombre d'entreprises implantées le long du Chao Phraya.

Yingluck Shinawatra est devenue premier ministre et a poursuivi la politique de son frère. Thaksin était un populiste. Pire, il appliquait son programme. Chaque village reçoit un million de bahts (50 000 €) pour la réalisation de projets ; chaque district doit produire un objet artisanal ; dans le système de santé national, la consultation est à 35 bahts (80 centimes). Ce programme a été très bien accueilli par les populations les moins aisées. Grosso modo, la région de Bangkok est sept fois plus riche que les régions du nord et du

nord-est. Les habitants de ces régions défavorisées ne sont pas que paysans. Ils se font embaucher, souvent pendant plusieurs mois, comme ouvriers sur des chantiers de construction ou travaillent dans les usines.

Élections de 2011 : un pays divisé



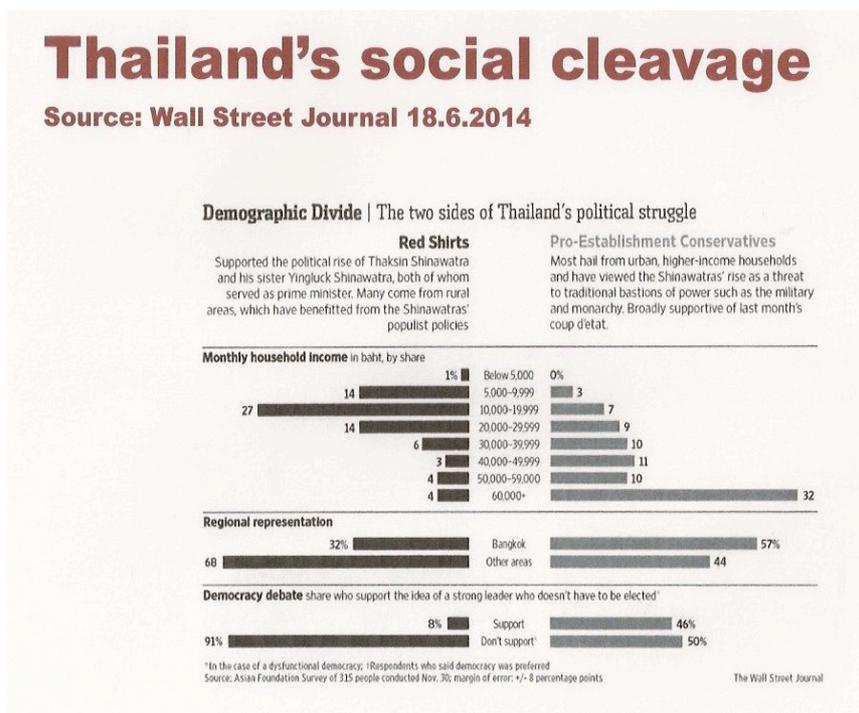
Pendant la crise financière de 1997-1998, on s'est rendu compte que le village servait de filet de sécurité pour les populations. Les gens qui avaient perdu leur travail sur les chantiers ou dans les usines étaient rentrés chez eux. Ils ont planté et récolté du riz pendant quelques années. Deux ans après la crise, la Thaïlande avait retrouvé le même taux de croissance qu'en 1997.

La plus grande erreur de Yingluck a été la mise en place d'un système de subvention de l'achat du riz supérieur au prix du marché. Le Fonds monétaire international considère que cela a coûté au minimum 20 milliards de dollars. La Thaïlande, premier exportateur de riz en 2010, a aujourd'hui cédé la tête du classement au Vietnam et est en passe d'être dépassée par la Birmanie. Cela n'a pas empêché Yingluck de rester populaire. Mais elle a subi le mouvement de protestation des chemises jaunes et l'occupation de Bangkok, en janvier 2014. Les législatives prévues ce mois-là ont été boycottées par le Parti démocrate et par toute l'opposition.

Suthep Thaugsuban, leader des chemises jaunes, ancien vice-premier ministre dans un gouvernement démocrate, s'est temporairement retiré de la politique pour devenir moine.

Les manifestations du mouvement des chemises jaunes se sont faites au nom du roi. Sous l'égide du Comité populaire de réformes démocratiques (*People's Democratic*

Reforms Committee), elles réclamaient la fin d'un système totalement démocratique, avec la création d'un Parlement en grande partie nommé et non élu.



La différence de revenus est très importante : il y a beaucoup plus de personnes aisées parmi les chemises jaunes que parmi les chemises rouges. Selon un sondage, 91% des chemises rouges sont hostiles à l'idée de soutenir un leader fort mais non élu, alors que près de 50% des chemises jaunes y sont favorables.

Le piège du revenu intermédiaire

La croissance thaïlandaise est maintenant l'une des moins élevées de l'Asie du Sud-Est. C'est relativement récent. Depuis 2010, l'effort budgétaire en faveur de l'enseignement secondaire s'est accru, mais le problème de la Thaïlande est celui de l'enseignement technique. Par ailleurs, l'instabilité politique entraîne une baisse du tourisme. La fréquentation des Chinois, première source de tourisme en Thaïlande, a chuté de 30%. Celle des Européens reste stable, les coups d'État faisant partie du folklore thaïlandais.

Pensant qu'elle pouvait « acheter » le soutien de l'armée, Yingluck a fortement augmenté le budget militaire, alors que le pays n'a pas d'ennemi extérieur. Certes, l'armée doit faire face à une insurrection dans le sud, mais elle a été équipée de matériels dont elle n'a pas vraiment besoin.

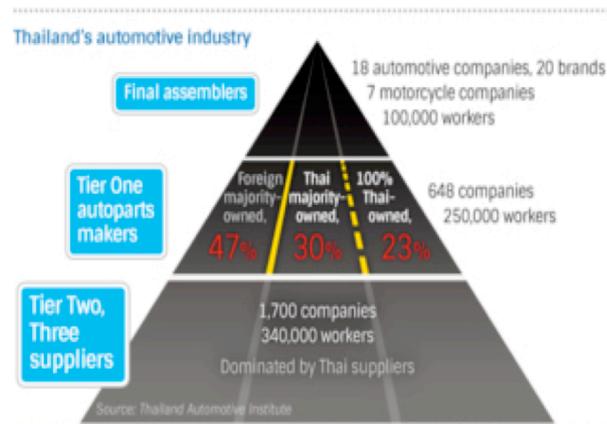
Les coups d'État n'ont pas forcément d'impact sur l'économie. Ce qui a vraiment pesé, ce sont les inondations de 2011-2012, parce que les outils de production ont été détruits et

que les composants électroniques dont le pays était fournisseur n'ont pu être livrés.

En majorité, les entreprises thaïlandaises appartiennent aux domaines des services et de l'agriculture ; très peu à celui de l'industrie. Par exemple, la grande famille Chirathiwat possède la *Bangkok Bank*, les grands magasins *Central Department Store*, un groupe d'hôtels et de restaurants, etc.

The automotive industry: Thailand is the hub for manufacturing in South East Asia
Thai companies in a sub-contracting role

Source: *Nikkei Asian Review* 13.11.2014



La Thaïlande est la plaque tournante de la construction automobile en Asie du Sud-Est. Toutes les grandes marques mondiales y sont présentes. Les firmes étrangères travaillent avec des sous-traitants qui sont souvent des joint-ventures entre des entreprises américaines, européennes, japonaises, indiennes, chinoises d'un côté, et sino-thaïs de l'autre. Les Thaïs dominent la fabrication des composants.

Pour la Thaïlande, le premier défi à relever par rapport à la Malaisie et à ses autres concurrents est celui des infrastructures. Le gouvernement a annoncé qu'il reprenait le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse entre Bangkok et Nong Khai, rejoignant ensuite la ligne que les Chinois sont en train de construire, à travers le Laos, jusqu'à Kunming, dans le Yunnan.

La Chine, « locomotive économique »

Entre le Japon et la Chine, les Thaïs choisissent plutôt la Chine. On le voit dans les réunions de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Les investissements nippons sont importants en Thaïlande, mais les Japonais se tournent de plus en plus vers le Vietnam et sont maintenant très présents en Birmanie. La Chine est la locomotive économique de la région, mais tous les pays d'Asie du Sud-Est cherchent d'autres partenaires pour équilibrer leurs relations. La Chine c'est un peu « la belle mère » dont on est fier parce qu'elle est riche, mais dont on sait que « plus on est loin d'elle, mieux on se porte ». Les intérêts économiques entre la Chine et la Thaïlande se renforcent. Un véritable espace économique existe dès à présent entre la région chinoise méridionale du Yunnan et tous les pays de l'Asie du Sud-Est continentale.

Au vu des réseaux routiers, ferroviaires et de pipelines, l'Asie du Sud-Est continentale est de plus en plus reliée au sud de la Chine. Le grand voisin est en train de réussir en l'inversant le rêve des colonisateurs français et britanniques du 19^e siècle. Ces derniers voulaient faire de l'Asie du Sud-Est une porte d'accès à la Chine. La Chine en fait un passage vers l'Europe et le Moyen-Orient. Elle a un projet de chemin de fer passant par la Birmanie et un gazoduc en construction acheminera le gaz de la Birmanie vers le Yunnan. De même, le pétrole du Moyen-Orient transitera par la Birmanie en évitant le détour par le détroit de Malacca et la mer de Chine du Sud. Le Sud-Est asiatique devient donc un hinterland de la Chine, dont l'économie domine et entraîne l'ensemble de l'Asie-Pacifique.



Source : Nikkei Asian Review 5.11.2014

Des concurrents régionaux

Le Vietnam est le principal concurrent de la Thaïlande. La main d'œuvre y est moins chère et mieux qualifiée. Les Japonais investissent énormément au Vietnam pour « ne pas mettre tous leurs œufs dans le panier chinois ». Quant aux Birmans, ils sont en train de miser sur les Chinois contre les Japonais et contre les Thaïs. Ils ont trois projets de zones économiques spéciales. Pour le moment, la Birmanie/Myanmar concurrence fortement la Thaïlande dans le domaine du tourisme. En 2013, le nombre de touristes a augmenté de quelque 70% au Myanmar. C'est un secteur où le gouvernement birman investit massivement, parce que le tourisme est susceptible de fournir beaucoup d'emplois rapidement. Il faut reconnaître objectivement qu'il y a plus de choses à voir en Birmanie qu'en Thaïlande. Mais le système éducatif birman s'est tellement dégradé pendant les décennies de junte militaire qu'il faudra beaucoup de temps pour que la population retrouve un niveau de qualification suffisant. La Birmanie conserve néanmoins énormément d'atouts : gaz naturel, pétrole, bois, pierres précieuses.

L'université thaïlandaise produit beaucoup d'avocats et d'administrateurs, mais très peu d'ingénieurs. Comme en Malaisie, le développement économique dépend de la

technologie importée. Il n'y a pas beaucoup de créativité en recherche/développement. Les voitures sont conçues aux États-Unis, au Japon ou en Europe et assemblées en Thaïlande.

Si le secteur textile a fonctionné, c'est qu'il dépendait beaucoup des immigrants birmans. Avec la démocratisation espérée en Birmanie, ces travailleurs pourraient rentrer chez eux.

Le rôle de la monarchie

Âgé de 87 ans, le roi Bhumiphol est sur le trône depuis 1946. Il y a accédé après onze ans d'absence de souverain. Le roi précédent avait abdicé en 1935, conséquence du coup d'État de 1932. Bhumiphol faisait ses études en Suisse. Son frère régna pendant six mois mais fut tué par accident en manipulant des pistolets. La rumeur insinue que c'est Bhumiphol qui aurait malencontreusement appuyé sur la gâchette. Drame shakespearien dans la famille royale thaïlandaise...

Dans les années 1950, après une longue période de disgrâce pour la monarchie, un nouveau discours a fait son apparition. Il semble que la CIA, estimant que les militaires **birmans** ne pouvaient garder le pouvoir entre leurs mains, leur aient fait valoir qu'ils étaient là pour défendre la monarchie, symbole de l'unité nationale. En faisant appel à la tradition bouddhiste du roi vertueux et grâce à une campagne de relations publiques très efficace, on réussit à restaurer et rehausser l'image de la famille royale.

Jusqu'en 2010, le roi était adoré par son peuple. Pendant les manifestations des chemises rouges, on a entendu les premières critiques contre lui. Des graffitis hostiles à la famille royale sont apparus. Pour la première fois, on s'est rendu compte que le roi n'était pas neutre. Mais il existe des lois de lèse-majesté destinées à faire taire les protestataires.

Le problème de la succession

Le prince héritier est un drôle de personnage. Il a essayé de tuer sa sœur, aime fréquenter les quartiers chauds de Munich, Thaksin payant le voyage. Une vidéo a circulé à Bangkok, où il donne une fête pour son caniche, avec des danseuses aux seins nus. Cela passe mal dans une société très pudique. Il est pilote de ligne et a suivi une formation militaire à Canberra, en Australie. Le prince n'est pas respecté. Mais Yingluck et son frère Thaksin ont misé sur lui. C'est l'une des raisons du coup d'État de mai 2014.

Quant au roi, il va très mal. Il est à l'hôpital depuis plus de deux ans. Peut-être en état de mort clinique, maintenu en vie artificiellement. Il avait déclaré lui-même : « Je suis dans une situation terrible ; on ne peut pas me laisser mourir. » La très mauvaise santé du roi est aussi l'une des raisons pour lesquelles le coup d'État s'est produit à ce moment-là.

Bien que les militaires aient imposé la loi martiale, leur intervention a été populaire. Elle a joué le rôle – apprécié – de coupe-circuit pour crever l'abcès et démarrer autre chose. Il est certes problématique, dans un pays moderne de n'avoir pas d'autre mécanisme de transition et de réforme que l'intervention répétée de l'armée.

La contestation est d'autant plus limitée que, sous la loi martiale, on ne peut pas s'assembler dans la rue à plus de cinq personnes. On voit donc, de temps en temps, des mini-manifestations de quatre protestataires, par exemples de jeunes en train de lire le livre « 1984 » de George Orwell.

Fin de l'instabilité ?

Est-ce la fin de l'instabilité ? Oui, pour l'instant. Thaksin et les siens ne sont pas revenus au pouvoir. Une vingt-et-unième constitution va être mise en œuvre, qui fera barrage au populisme. Les militaires feront en sorte que la succession du roi Bhumiphol soit favorable à l'élite de Bangkok. Il se pourrait que le trône aille, non pas au prince héritier, mais au petit-fils du roi, encore mineur, **la princesse ???? , très populaire, exerçant la régence.**

Par son programme économique, la junte poursuit deux objectifs : acheter la paix sociale par des subventions directes aux paysans et lancer les programmes d'infrastructures bloqués depuis des années.

Les militaires comptent rester au pouvoir assez longtemps pour mettre en place un système protégeant leurs intérêts. Leur feuille de route prévoit une nouvelle constitution ; peut-être un référendum ; la mise en place d'une chambre basse en partie élue sur scrutin de liste, afin de limiter l'enracinement local des hommes politiques dans leur circonscription ; un sénat, soit totalement nommé, soit élu par des organisations socio-économiques ; des élections fin 2015-début 2016. Ce faisant, l'armée répond aux demandes des chemises jaunes. Le mouvement des chemises rouges s'essouffle et le soutien électoral du parti de Thaksin diminue. Mais les clivages sociaux demeurent. La question de savoir si les populations moins favorisées accepteront une telle orientation reste entière. L'armée est intervenue en prétextant une menace de guerre civile. De nouvelles tensions pourraient dégénérer.

Par ailleurs, on ne sortira pas du piège du revenu intermédiaire en quinze mois. Comment les classes moyennes réagiront-elles si les droits civils sont durablement restreints ?

Enfin, la mort du « père du peuple » ôtera la clé de voûte du système actuel. La personne du roi est la seule institution considérée comme neutre. Mais le soutien que le peuple lui accorde n'est pas forcément un soutien à l'institution monarchique.

À la question de savoir si l'on assiste à la fin de l'instabilité, on ne peut que répondre : peut-être que oui, peut-être que non.